

## Discours du Président de la Fédération Nationale Bovine

Monsieur le Ministre,  
Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Ministre, je vous remercie de votre présence aujourd'hui, en clôture de notre congrès. Nous avons eu, il est vrai, beaucoup à travailler ensemble l'an dernier, dans le contexte de crise de l'élevage et de l'action engagée pour y faire face.

Je veux en préalable à mon propos exprimer également nos remerciements à Joseph Daul, dont la présence nous honore. C'est nécessairement avec émotion, Joseph, que nous nous retrouvons ici dans le Bas-Rhin, à l'initiative de ton fils Dominique, plus de vingt ans après le congrès de la FNB que tu avais toi-même organisé.

Monsieur le Ministre, pour ce dernier congrès FNB auquel vous prenez part dans le cadre de vos fonctions actuelles, l'horizon s'est enfin éclairci pour les éleveurs

Je dis « éclairci », car malheureusement il ne manque pas encore de nuages dans notre ciel, sur le plan économique, mais aussi sanitaire. Je pense ici aux inquiétudes des éleveurs du Nord de la France, face à la nouvelle épizootie qui semble gagner notre territoire. Nous comptons sur une bonne coordination européenne dans ce domaine.

Monsieur le Ministre, l'horizon s'est éclairci pour les éleveurs en 2011, et ils ont en conséquence retrouvé un espoir. L'espoir d'une rentabilité restaurée et d'une dynamique relancée pour le secteur. L'espoir d'un meilleur revenu.

La consommation mondiale de viande bovine en croissance, les principaux pays producteurs d'Amérique du Sud en repli, une hausse des prix sur les marchés internationaux, .... Cette nouvelle configuration ouvre une opportunité stratégique pour la France.

En complément d'un marché national en érosion aujourd'hui, et du marché européen qui demeure toujours actif, des courants d'exportations se développent vers le bassin méditerranéen, le Moyen Orient, la Russie, et au-delà vers le Japon et la Chine.

Cette analyse d'une opportunité stratégique pour la France dans le nouveau contexte mondial, nous la partageons avec un ensemble d'acteurs de la filière, au premier rang desquels le président de l'interprofession Dominique Langlois, avec lequel nous travaillons activement. Je veux lui rendre hommage.

Nous avons en France des atouts majeurs pour « jouer la carte » d'une relance de la production et saisir les opportunités qui s'offrent. Nous disposons, et de loin, du premier cheptel en Europe, nous disposons de la haute qualité de nos races à viande et d'une large gamme d'animaux, ainsi que du savoir-faire des éleveurs et de la filière.

L'enjeu est non seulement l'avenir de la filière française, mais plus largement l'amélioration de l'excédent du commerce extérieur (évalué à 1,2 milliard d'euros en 2011) et l'activité économique sur tout le territoire rural avec près d'un million d'emplois induits. A l'heure où notre pays met le cap sur l'emploi, pensons aussi à ne pas en perdre dans notre domaine, Monsieur le Ministre !

Mais pourtant, l'élevage est actuellement « sur la mauvaise pente » autant en activité naisseur que pour l'engraissement. Notre ambition, relancer la production de viande bovine, ne peut se concrétiser que dans le cadre d'un plan d'ampleur, qui conjugue :

- des mesures favorisant la compétitivité,
- la poursuite des actions pour la hausse des prix des bovins,
- et un cadre adapté à l'élevage dans la PAC post 2013.

En effet, Monsieur le Ministre, l'espoir d'un meilleur revenu, cela n'aide pas dans l'immédiat à rembourser les annuités ni à rétablir des trésoreries laminées par cinq ans de crise.

L'espoir d'un meilleur revenu cela n'empêche pas de devoir décapitaliser face à l'épreuve d'une sécheresse exceptionnelle et en l'absence de perspectives claires de la filière.

Nous savons que vous avez eu à cœur d'agir pour améliorer la situation de notre filière, mais les chiffres du revenu sont malheureusement révélateurs d'une crise de grande ampleur, avec un revenu inférieur sur 2007-2011 de 45% à la moyenne agricole. Un revenu de moins de 1000 euros par mois.

Les éleveurs attendent des mesures concrètes pour l'immédiat, et des engagements clairs pour l'avenir.

Sur le court terme, vous le savez, Monsieur le Ministre, la trésorerie des exploitations reste hyper-tendue en élevage bovin-viande, d'où l'attention forte portée au calendrier de versement de la PMTVA, et cette année du solde des calamités.

Nous avons d'ailleurs demandé en 2011 une mesure de report d'annuité « en fin de tableau », qui aurait réellement remis en selle un ensemble d'exploitations aujourd'hui asphyxiées par le poids des emprunts. Des emprunts réalisés pour moderniser, pour se mettre aux normes, et pour être plus compétitif ... Mais des emprunts qui pèsent lourds, trop lourds, quand les coûts de production explosent.

L'indice des coûts de production en viande bovine, l'IPAMPA, est aujourd'hui à un niveau record, supérieur même au pic de 2008, et plus de 30% supérieur à 2006.

Mais, la seule mesure finalement proposée concerne le report des annuités PSEA, possible en « fin de tableau ». Il nous faut utiliser cette dernière option, si tant est que les banques « ne cachent pas l'imprimé de demande sous le tapis ».

Nous avons trop entendu de leur part que l'élevage bovin-viande ne présentait pas de « déséquilibre majeur du risque financier et de l'endettement » ! Oui les éleveurs remboursent leurs annuités. Mais ils ont des revenus pour beaucoup entre SMIC et RSA ! Si tout le monde se satisfait de cette situation, les éleveurs non : la coupe est pleine, et il est temps que les choses changent.

L'année 2011 restera aussi marquée par la spectaculaire sécheresse du printemps. Je veux saluer la mobilisation qui a eu lieu afin de transporter les tonnages de paille et fourrages nécessaires, dans des conditions souvent très compliquées.

Le réseau des FDSEA/UDSEA a de nouveau été mis à rude épreuve, mais nous avons réussi malgré tout à faire face. C'est aussi la démonstration de la capacité d'action collective FNSEA-JA au service des agriculteurs. Nous agissons au quotidien et dans les grandes périodes de crise, et Dieu sait si en élevage bovin viande nous en traversons. Les éleveurs savent qu'ils peuvent compter sur nous !

Le dispositif des calamités a également été mis en œuvre par l'Etat. C'est un soutien aux éleveurs touchés, bien que l'indemnisation reste partielle et exclut un ensemble d'exploitations.

Mais, en parallèle, côté « assurance-fourrage », le projet qui tourne depuis plusieurs années semble « être en rade ». Sur ce dossier comme sur d'autres, la spécificité de l'élevage herbivore est beaucoup plus complexe à gérer.

En conséquence, nous demandons avec l'accentuation des crises climatiques d'ouvrir le débat sur toutes les pistes envisageables, notamment celle d'un cofinancement par les crédits communautaires du fonds des calamités, dans la PAC post 2013. C'est maintenant qu'il faut porter le sujet au plan communautaire. Et dans cette perspective, il faut alors travailler à une adaptation de ce dispositif des calamités pour améliorer la prise en compte des élevages touchés.

### *La compétitivité*

Pour pouvoir regarder positivement vers l'avenir, Monsieur le Ministre, il nous faut mobiliser un plan de grande ampleur, qui tout d'abord restaure la compétitivité des exploitations.

Première cible, l'empilement des contraintes et des normes. C'est sans doute là que vous avez failli. Le gouvernement a fait un « Grenelle de l'environnement », Monsieur le Ministre, il aurait fallu faire un « Grenelle du bon sens » ! Les « ayatollahs de l'environnement » et les « intégristes de la réglementation » nous conduisent, vous et nous, dans le mur, avec la perte de compétitivité et la décroissance.

Monsieur le Ministre, vous en avez encore le temps, il faut que vous saisiessiez cette question à bras-le-corps.

Il faut d'autre part alléger enfin les charges qui pèsent sur les exploitations, avec en premier lieu la suppression de la taxe sur le foncier non bâti, cet impôt aberrant d'une fiscalité d'un autre âge !

Concernant le financement des exploitations, la poursuite du Plan de Modernisation des Bâtiments d'Élevage est incontournable. Mais il faut, si nous voulons avoir un effet-levier amplifié, et au vu de la hausse des coûts de construction, réévaluer les plafonds et les taux de subventionnement.

Tenez, Monsieur le Ministre, n'allons pas chercher bien loin d'ici ! Les allemands sont à des niveaux bien supérieurs à nous dans ce domaine avec un plafond à 1.500.000 euros. Nous, avec 150.000 euros, nous vous demandons « un zéro de moins » !

Un groupe de pilotage du PMBE doit être réuni d'urgence, car c'est maintenant qu'il faut saisir les opportunités du futur deuxième pilier de la PAC.

Nous demandons également la mise en place d'un groupe de travail profession – banques – pouvoirs publics sur la remise à plat du financement des exploitations d'élevage, lors de l'installation (les JA ont pris l'initiative de porter des propositions sur ce plan) ou pour accompagner l'évolution des structures.

Il nous faut en parallèle mettre l'accent sur l'optimisation des coûts de production. En la matière, il n'y a pas de recettes miracles et de schémas pré-formatés. La réalité de l'élevage bovin viande est très diverse. C'est pourquoi nous demandons de renforcer les crédits d'appui économique sur les coûts de production. En complément, la mobilisation des fonds professionnels VIVEA permettront d'enclencher une dynamique.

L'ensemble de ces préconisations relèvent de la réflexion sur le plan stratégique pour la filière bovine, lancé à l'automne. Mais, Monsieur le Ministre, nous sommes actuellement loin du compte dans la maquette financière qui pourrait en ressortir. L'ambition de la reconquête de la compétitivité mérite un vrai investissement de l'Etat.

### *Des prix rémunérateurs*

Le deuxième volet de notre plan de relance de la production rassemble toutes les actions indispensables à la revalorisation des prix payés aux éleveurs. C'est la clé de voûte de l'édifice, et il était plus que temps de la consolider.

Nous y sommes parvenus sur le second semestre 2011, tout au moins pour les bovins mâles, car pour les femelles, le compte n'y est pas encore.

Sur ce volet, Monsieur le Ministre, ne changez rien aux orientations que vous avez fixées avec la « feuille de route », suite au blocage Bigard. Tout y est, mais il faut travailler activement pour « transformer l'essai ». Il n'y a pas d'autre option que des prix durablement revalorisés, à la hauteur des coûts de production. Certains dans la filière l'ont compris, d'autres pas encore totalement.

J'en veux pour preuve, entre autres, l'obstruction de la grande distribution sur la prise en compte des femelles dans « l'accord du 3 mai ». Cette position est très symbolique, tout autant que l'absence totale de transparence des GMS à l'observatoire public des prix et des marges.

Les coûts et revenus des éleveurs sont connus et affichés, quand l'opacité la plus grande règne sur les marges des distributeurs. La grande distribution vit donc cachée et bien tranquille ... Mais cela pourrait ne pas durer : les éleveurs viendront demander des comptes eux mêmes !

Concernant la « feuille de route » filière, nous avons enfin mis en place cette réforme des cotations. Un pas important pour la transparence économique. Vos services se sont mobilisés activement pour entreprendre cette rénovation de l'édifice.

Depuis les fondations jusqu'au toit, il y avait beaucoup à revoir ! Assurez nous maintenant en continu du contrôle du dispositif.

Je veux aussi revenir sur la question de l'export qui a beaucoup agité notre filière. Certains grands acteurs de la filière ont demandé publiquement de se priver de ces débouchés, après nous avoir donné très longtemps des leçons sur l'offre et la demande. De grandes stratégies pour de petites ambitions !

La filière bovine, comme d'autres, a aujourd'hui les moyens de se positionner à l'export. Et il faudrait abandonner ces marchés à d'autres ? Et il faudrait laisser les prix-éleveurs verrouillés au plus bas par certains abatteurs ?

Non, il ne peut en être question ! Nous nous devons au contraire de saisir les opportunités de marchés sur les différents segments, vifs, bovins finis, viandes, reproducteurs, et toutes les destinations.

Nous voulons saluer l'action de tous les services de l'Etat qui oeuvrent pour cet objectif, notamment à la DGAL, FranceAgriMer, Ubifrance, ainsi qu'aux Ministères des Finances et des Affaires étrangères notamment. Le GEF sera le fer de lance de la France pour l'avenir, en coordonnant les efforts des opérateurs de la filière et des pouvoirs publics.

Les éleveurs sont toutefois prêts, bien entendu, à produire pour l'abattage en France, s'il rémunère correctement les produits. Nous récusons donc tout procès d'intention dans ce domaine.

La FNB porte le projet de développement de la contractualisation avec indicateurs de coûts de production. Il constitue le vrai moyen pour la filière de sécuriser son approvisionnement. N'est il pas hautement paradoxal de constater que ceux qui « hurlent contre l'export », privés ou coopératifs, sont les mêmes qui paralysent le dossier contractualisation à l'interprofession ?! Toujours, toujours ces mêmes petites ambitions ....

Monsieur le Ministre, marquons tout au moins une nouvelle étape sur ce chemin de la contractualisation. L'aide incitative de 8 millions d'euros que vous allez mettre en place à partir de cette année 2012 doit surtout être un ferment pour activer les discussions de la filière dans ce domaine.

Pour notre part, nous appelons les éleveurs et leurs sections bovines à porter fermement la demande de prise en compte des coûts de production réels dans les contrats qui seront négociés. L'enjeu collectif d'un meilleur prix à la production reposera sur l'engagement de chacun.

Enfin, la revalorisation des prix suppose une action forte au plan national. L'érosion de la consommation française ne doit pas être considérée comme une fatalité. Elle est pour partie compensée par la croissance de la population, et surtout l'objectif doit être à la reconquête !

Nous nous félicitons à ce titre de l'ambition portée par Interbev avec la nouvelle campagne de communication, lancée l'an dernier. La mise en avant des Races à Viande par l'aval de la filière est également un enjeu capital pour l'avenir de la production.

La qualité de nos viandes et le savoir-faire de la filière doivent nous permettre de mieux valoriser notre produit. Mais encore faut-il que tous, dans la filière, en soient convaincus. Y compris ceux qui aujourd'hui ne jugent notre production que comme un « minerai » à payer au plus bas prix.

### *Repositionner l'élevage dans la PAC post 2013*

Le dernier volet que je veux évoquer devant vous, Monsieur le Ministre, c'est la PAC post-2013.

Vous connaissez nos priorités. La défense du budget agricole est bien sûr dans tous les esprits. Nous espérons avoir contribué à sa sauvegarde en soulignant les multiples enjeux politiques, économiques et sociétaux pour notre secteur.

Mais ensuite, quels seront les nouveaux mécanismes de régulation, pour lesquels la copie est aujourd'hui bien floue ? Et comment peut-on à Bruxelles penser gérer des crises avec des données le plus souvent dépassées de deux ans ? .... Le G20 n'a réglé ni la volatilité ni la dérégulation des marchés. Monsieur le Ministre, donnez nous votre position sur ce domaine sur lequel les éleveurs sont plus qu'interrogatifs !

Nous plaçons aussi, et c'est un point-clé pour favoriser la contractualisation, en faveur d'un cofinancement communautaire des caisses de sécurisation de marges. Il est essentiel de pouvoir progresser. C'est un levier prioritaire pour l'avenir de l'engraissement.

Concernant les aides de la PAC, nous avons pris position pour une convergence nationale progressive et linéaire des DPU, compte tenu de l'impact de ce nivellement sur les exploitations bovines à DPU élevés, en veau de boucherie et en engraissement.

Mais, Monsieur le Ministre, l'avenir des exploitations bovins-viande ne peut se concevoir sans un ensemble de soutiens qui confortent le revenu, en complément de la valorisation du produit. A défaut, notre plan stratégique de maintien de la production serait voué à l'échec.

Le maintien de ces soutiens spécifiques constitue la « pierre angulaire » de l'équilibre économique des exploitations, qui supportent par ailleurs 365 jours par an des contraintes de travail sans équivalent.

L'Etat français devra donc veiller à la possibilité dans les textes communautaires de pouvoir maintenir une aide couplée au troupeau allaitant à hauteur de 200 euros par tête. Nous porterons, je vous l'annonce, cette demande aux candidats à la présidentielle, comme enjeu majeur pour l'avenir de notre secteur.

Concernant un autre sujet hautement sensible, les modalités de l'aide verte, la multiplication des crises climatiques doit aussi nous conduire à des évolutions de fond. Le changement climatique impose de réviser des préceptes qui ne résisteront pas à cette nouvelle donne.

Les systèmes tout-herbe sont particulièrement vulnérables. On tombe dans un paradoxe total ! L'herbe « sanctuarisée » n'est pas compatible avec les norias de camions pour transporter le fourrage et la paille nécessaire pour l'alimentation des animaux.

Il est temps de redonner de la capacité d'adaptation aux exploitations, également pour des raisons économiques et de compétitivité. Les systèmes de production « ne passent » plus avec le prix actuel de l'alimentation animale, installés durablement selon les experts à ces niveaux élevés.

Nous considérons qu'il faut en conséquence une mesure structurelle d'ampleur. Il s'agit d'ouvrir la possibilité de faire entrer au moins 30% des prairies permanentes en rotation sur l'exploitation.

L'objectif est simple. Favoriser l'autonomie fourragère et alimentaire, en développant des prairies temporaires plus productives, des protéines végétales, des surfaces de céréales et maïs fourrage pour l'alimentation du troupeau et la paille. Le bénéfice d'une telle évolution se mesurera aussi sur le plan de l'équilibre agronomique élevage/cultures.

Il nous faudra également obtenir une révision du projet PAC 2013 pour une politique de soutien de l'herbe adaptée aux contraintes de ces surfaces, et cela, sur chaque hectare concerné.

Je veux aussi porter l'attention sur la spécificité de la production de veaux sous la mère, gravement déstabilisée jusqu'à la remise en place d'un soutien couplé, ce qui souligne l'importance de telles mesures.

Enfin, nous vous rappelons, Monsieur le Ministre, l'enjeu lié à la politique des handicaps, qu'il faut renforcer et non démanteler. Nous sommes dans le brouillard sur ce sujet, qui tétanise une grande partie des éleveurs.

Monsieur le Ministre, et pour conclure, nous connaissons votre détermination et votre engagement. Vous mesurez l'attente des éleveurs pour le court terme, et la nécessité d'engagements clairs pour l'avenir, sur l'ensemble de ces sujets.

Nous vous écouterons avec beaucoup d'attention.

Je vous remercie.